

Library of the Geneva Monthly Meeting of the Society of Friends (Quakers)

Bibliothèque du groupe de Genève de la Société des Amis (quakers)

---

**Howard Hodgkin : Un pays sans armée : la Pennsylvanie  
(édition de 1937, exemplaire ayant appartenu à Hélène Monastier)**

**Hodgkin, Howard**

Un pays sans armée : La Pennsylvanie. Leçon de politique internationale / Howard Hodgkin. - Nvelle éd. - Paris : Société des Amis (Quakers), 1937. - cover-title, 13 p. : illus. ; 21 cm. - Portrait of William Penn on cover. - At head of title: Howard Hodgkin

Penn, William, 1644-1718 / Pennsylvania > History > Colonial period, ca. 1600-1775 / Society of Friends > Indian affairs

---

The original copy of this document belongs to the Geneva Quaker library.

La version originale de ce document appartient à la bibliothèque du groupe quaker de Genève.

Geneva Quaker Library / Bibliothèque du groupe quaker de Genève  
13 avenue du Mervelet, CH-1209 Genève  
[www.swiss-quakers.ch/ge/library/](http://www.swiss-quakers.ch/ge/library/)

The rights of the publishers and authors are reserved.  
Les droits des éditeurs et auteurs sont réservés.



Creative Commons Attribution-Noncommercial-Share Alike 3.0 License  
<http://creativecommons.org/licenses/by-nc-sa/3.0/>

B/QH  
1937 a  
c.2

*Helvet Monaster. Pie' du Marché 12  
Lausanne*

HOWARD HODGKIN

GROUPE QUAKERS  
DE GENEVE



William Penn

UN PAYS  
SANS ARMÉE

# LA PENNSYLVANIE

LEÇON DE POLITIQUE INTERNATIONALE

SOCIÉTÉ DES AMIS (QUAKERS)  
12, rue Guy-de-la-Brosse -- PARIS (5<sup>e</sup> arr.).

1937

B/QH/1937a c.2

NOUVELLE ÉDITION

Prix : 2 francs

6276





Conclusion du "Grand Traité" entre les Indiens et William Penn, établi à l'occasion de la fondation de la Pennsylvanie (Colonie quaker de l'Amérique du Nord) en 1682.

**" La seule alliance entre les « Nations » (indiennes) et les chrétiens qui  
qui n'ait jamais été jurée et jamais violée. "**

VOLTAIRE.

## UN PAYS SANS ARMÉE LA PENNSYLVANIE

*« J'aime les Quakers. Oui, si la mer ne me  
faisait un mal insupportable, ce seroit dans  
ton sein, ô Pensylvanie, que j'irais finir le  
reste de ma carrière... Une paix éternelle règne  
parmi les citoyens; les crimes y sont presque  
inconnus. »*

VOLTAIRE,  
*Lettres philosophiques.*

Lorsqu'un membre de la Société des Amis se hasarde à suggérer que la guerre va à l'encontre et du bon sens et du christianisme, que c'est une façon complètement barbare et défectueuse de régler les discussions et que c'est quelque chose d'aussi suranné — ou qui tout au moins devrait l'être — que le « jugement de Dieu » du moyen âge, ou le duel, — on réplique généralement que les Quakers ont de nobles idées, mais disent des sottises ; que tant que l'homme sera l'homme il y aura des guerres, et qu'il est parfaitement chimérique et contraire au sens des réalités de vouloir conserver et étendre un empire autrement que par la force des armes. Nos contradicteurs ont cet argument sans réplique, que notre façon de voir est parfaite en théorie, mais non en pratique.

Mais est-il juste de parler ainsi ? Quelle occasion avons-nous de mettre nos idées à l'épreuve en les pratiquant ? Peu d'entre nous sont appelés à diriger un État ou même à faire partie d'un conseil de ministres. Toutefois, ces avocats de la guerre oublient une chose, c'est que l'expérience absolue, sans compromis, de la Paix, comme

système, a été faite par les Quakers et a réussi. C'est une histoire d'autrefois, vieille de plus de deux siècles, mais elle vaut la peine d'être répétée.

Vers 1670, l'amiral anglais William Penn légua à son fils, William Penn, une créance de 16.000 livres sur le gouvernement de la Grande-Bretagne, pour de l'argent prêté et des services rendus.

L'argent ne venant pas, au bout de longues années, Penn eut l'heureuse idée que cette dette pourrait être liquidée par la concession d'un territoire en Amérique, territoire où il pourrait réaliser les principes de gouvernement qu'il avait préconisés en Angleterre.

Sur sa demande, le roi Charles II lui accorda en possession héréditaire, par une charte du 4 mars 1681, le territoire connu sous le nom de « Pennsylvanie » « *nom que le roi lui fit donner en l'honneur de mon père* », écrivait Penn.

Le préambule de la Charte déclarait que la demande faite par Penn émanait « *d'un louable désir d'étendre l'empire anglais et de susciter la production de commodités utiles au roi et aux pays qui dépendaient de lui ; comme aussi d'amener les nations sauvages, par une façon de vivre juste et douce, à l'amour de la société civilisée et de la religion chrétienne.* »

La Charte investit Penn de pleins pouvoirs et le fit propriétaire absolu et gouverneur de cette province. Comment il y établit un régime libre et démocratique, qui a fourni un modèle de constitution pour d'autres États des États-Unis eux-mêmes, ce serait une histoire pleine d'intérêt, mais qui n'entre pas dans le plan de cette brochure. Ce qui nous intéresse, c'est moins sa politique intérieure, que sa politique étrangère, ses relations avec les Indiens.

L'un des principes fondamentaux des Quakers était alors, comme aujourd'hui, que toute guerre est en con-

tradiction avec l'enseignement du Christ ; que, par conséquent, quelles que soient les circonstances, un chrétien a tort de prendre les armes.

Cependant Penn allaient entreprendre, en qualité de gouverneur, la lourde tâche de coloniser une province presque aussi grande que l'Angleterre. Elle était habitée par des Indiens, et, dans d'autres provinces, ceux-ci étaient déjà entrés en conflit avec les colons. Penn se risquerait-il à mettre ses principes en action quand il se trouverait en face des tribus indiennes, ou bien se servirait-il du pouvoir, qu'il tenait de la charte, de « lever, armer et inspecter » des troupes de toutes sortes en tant que « capitaine général » et de faire la guerre sur terre et sur mer contre les nations barbares, les pirates et les brigands ? Pour impossible que cela semble à ceux qui soutiennent que la guerre existera tant qu'il y aura des hommes, ce fut la première de ces méthodes qu'il choisit. Il s'appuyait sur ce fait qu'il était décidé à traiter les indigènes avec une justice absolue. Nous citerons la lettre d'introduction qu'il avait donnée à l'un de ses agents, envoyé en avant-coureur pour nouer des relations de commerce avec les Indiens. Elle est adressée à un chef indien :

« *Le Dieu puissant qui t'a fait, et qui m'a fait, et qui a fait le monde entier dispose nos cœurs à aimer la paix et la justice, de sorte que nous puissions vivre amicalement ensemble, comme il convient aux créatures de ce Dieu puissant. Le roi d'Angleterre, qui est un grand prince, m'a octroyé en Amérique, pour diverses raisons, un vaste pays dont j'ai l'intention de jouir en entretenant avec toi des relations amicales, et je tiens à te dire que les gens qui m'accompagnent sont des hommes justes, simples et honnêtes, qui ne font jamais la guerre à d'autres, pas plus qu'ils ne craignent la guerre de la part des autres, parce qu'ils seront justes...* »

Après avoir envoyé plusieurs autres représentants, avec de semblables messages de paix et de bienveillance, le gouverneur débarqua lui-même dans la province qu'il venait d'acquérir, en octobre 1682. Peu de temps après, il eut une entrevue, avec les chefs indiens, à Skackamaxon endroit connu plus tard sous le nom de Kensington près de Philadelphie ; cette entrevue eut lieu sous un grand orme si vénéré depuis, que pendant la guerre de l'Indépendance, le général anglais plaça une garde tout autour pour le protéger. C'est de cette façon historique que Penn cimentait son amitié avec les tribus indigènes par le « Grand Traité » que Voltaire appela « *la seule alliance entre les Nations et les chrétiens qui n'ait jamais été jurée et jamais violée* » (1).

On croit que ce traité fut rédigé par écrit, mais la copie n'en a jamais été trouvée. Penn se serait adressé aux chefs dans les termes suivants :

« *Le Grand Esprit, qui m'a fait et qui vous a fait, qui gouverne les cieux et la terre, et qui connaît les pensées les plus secrètes des hommes, sait que moi et mes amis nous avons un vif désir de vivre avec vous en paix et sur un pied d'amitié, et de vous servir de tout notre pouvoir. Il n'est pas dans nos mœurs de nous servir d'armes hostiles vis-à-vis de nos semblables, c'est pourquoi nous sommes venus sans armes. Notre but n'est pas de faire du mal à qui que ce soit, — ce qui provoquerait la colère du Grand Esprit —, mais de faire le bien. Nous sommes réunis sur la large voie de la bonne foi et de la bienveillance, de sorte que nous n'empièterons pas les uns sur les autres, mais que tout sera entre nous franchise, fraternité et amour.* »

Puis il déroula un parchemin contenant les conditions nécessaires au commerce et des promesses d'amitié,

(1) Voir le frontispice.

et il l'expliqua article par article au moyen d'un interprète. Les Indiens délibérèrent quelques temps, puis l'un des chefs s'avança, et prenant la main de William Penn, il fit un discours où il s'engageait à des rapports amicaux de bon voisinage et déclarait que les Indiens et les Anglais devraient vivre en bonne intelligence aussi longtemps que dureraient le soleil et la lune.

Et quel fut le résultat de ce système extraordinaire et pourtant si simple ? Il réussit. Les indigènes s'élèverent à la hauteur des circonstances ; la justice de Penn dans ses rapports avec eux et sa confiance en eux, les inspira et ils traitèrent les colons blancs en conséquence. Quarante ans s'écoulèrent après le « Grand Traité » avant qu'un blanc de Pennsylvanie ne tuât un Indien, et, même alors, les Indiens intercédèrent pour lui et demandèrent que l'on épargnât sa vie. Le premier meurtre d'un blanc par un Indien en Pennsylvanie n'arriva que soixante-douze ans après ce même Grand Traité, et, selon l'historien américain Bancroft, jamais sang Quaker ne fut versé par un Indien dans ce pays (1). Ceci était en contraste frappant avec ce qui se passait dans quelques autres des colonies anglaises d'Amérique. Une grande guerre contre les indigènes avait fait rage en Nouvelle-Angleterre, moins de dix ans auparavant

(1) On peut déduire de ce qui précède que l'histoire de la Pennsylvanie pendant les années suivantes ne fut pas pacifique. On nous a suggéré en tout cas qu'il eût été plus juste de constater — et nous le faisons — que la Pennsylvanie n'échappa pas aux soulèvements des Indiens qui commencèrent plus tard, à partir de 1755, et qu'elle souffrit comme les autres provinces du fléau de la guerre des Indiens et des massacres. Mais un grand nombre de colons, à cette époque, ne suivaient pas fidèlement l'exemple de Penn. La justice n'était plus universellement pratiquée vis-à-vis des indiens ; leurs territoires étaient envahis et les non Quakers, spécialement sur la frontière indienne, n'hésitaient plus à recourir aux armes. C'était une période de transition entre la foi « en la paix et la bienveillance » et la foi en « l'épée ». Le fait que dans ces circonstances, un soulèvement général des Indiens s'étendit à certaines parties de la Pennsylvanie, bien loin d'affaiblir notre argument en faveur du système de paix et justice adopté par Penn plus de soixante-dix ans auparavant, ne fait que l'appuyer.



(1675). Bancroft décrit cette époque comme une succession d'horreurs. Douze ou treize villes furent détruites, de nombreuses vies et de grandes richesses perdues, une famille sur vingt fut chassée de chez elle par l'incendie.

Parlant des troubles dans la même colonie, de 1705 à 1707 — plus de vingt ans après la fondation de la Pennsylvanie — Bancroft s'exprime ainsi :

« C'est un récit ininterrompu de tristesses ; enfants  
« s'ébattant au bord de la mer, moissonneurs rentrant  
« du blé, faucheurs se reposant de manier la faux, mères  
« s'occupant du ménage étaient victimes d'un ennemi  
« qui disparaissait dès qu'il avait porté son coup, et qui  
« était toujours présent quand la garnison ou la famille  
« cessait de veiller. »

Et, inversement :

« Les Indiens ne pouvant être réduits par les méthodes de guerre ordinaires, on offrit une prime pour  
« chaque scalp d'Indien : pour les soldats de carrière  
« déjà rétribués, la prime fût de dix livres ; pour des  
« volontaires du service actif, deux fois cette somme.  
« Et si des hommes consentaient d'eux-mêmes, sans payement, à former des bandes et à faire des battues dans  
« les forêts pour prendre les Indiens de la façon dont  
« on faisait jadis la chasse aux bêtes sauvages, on leur  
« promettait, comme encouragement, 50 livres par  
« scalp. »

Qu'aurait fait Penn s'il avait rencontré des difficultés semblables, si son système n'avait pas réussi, et si le seul moyen d'entrer dans le pays avait été de faire la guerre aux indigènes et de dévaster leur territoire ? C'est difficile à dire. Il serait peut-être revenu en Angleterre ainsi que ses compagnons pour occuper de nouveau les prisons où beaucoup d'entre eux avaient passé une partie

de leur vie, parce qu'ils persistaient à n'adorer Dieu que suivant leur conscience. Une chose est certaine, c'est qu'il n'aurait pas scalpé les Indiens ou brûlé leurs huttes. Mais au fond, la réponse est que son système devait infailliblement réussir (1).

Si personne était tenté de parler avec dédain de « paix à tout prix » au sujet de Penn, qu'il note bien ce qui était le principe véritable à la base de son système.

Il est vrai que sa conception de l'enseignement du Christ le poussait à la paix à tout prix, mais elle le poussait également à la justice à tout prix, et il s'ensuit qu'étant absolument équitable à quelque prix que ce fût, il n'avait pas besoin de se mettre davantage en frais pour obtenir la paix. Ce que Penn écrivait des indigènes peu de temps après avoir fondé la colonie, était vrai et prophétique : « n'abusez pas d'eux, qu'ils soient traités avec justice, et vous les gagnerez ».

Nous citerons, comme exemple capital de son esprit de justice, le fait qu'il racheta aux Indiens le territoire de la Pennsylvanie, ne se contentant pas des droits qu'il tenait du roi Charles (2). Il écrit à propos de la province de New-Jersey, qu'avec d'autres, il avait acheté au duc d'York. « *Nous n'achetons rien du duc, si ce n'est le droit de coloniser à notre aise, car le sol ne lui appartient pas. Il appartient aux indigènes, de par le droit des nations, et ce serait un mauvais moyen de les convertir au Christianisme que de les chasser de ces pays au lieu de les leur acheter.* »

Penn racheta donc, morceau par morceau, aux Indiens,

(1) On dit que même en Nouvelle-Angleterre, les Quakers fidèles à leur principe de ne pas se servir des armes, ne furent jamais molestés personnellement par les Indiens.

(2) Il ne faudrait pas croire cependant que Penn inaugura la méthode d'acheter des terres aux Indiens. Elle était déjà répandue dans d'autres colonies plus anciennes.

sinon toute sa province, tout au moins la partie dont il avait besoin.

Je citerai d'autres mesures générales que Penn avait prises pour que les Indiens fussent protégés et traités avec équité.

1° Les marchandises vendues aux Indiens, ou échangées contre des fourrures devaient être exposées sur un marché public pour empêcher toute pression et découvrir les fraudes.

2° On ne pouvait acheter de la terre aux Indiens qu'avec le consentement du gouverneur.

3° La vente du rhum aux Indiens était interdite.

4° Toute injure ou offense faite à un Indien faisait encourir les mêmes châtiments que si elle était faite à un colon blanc, et

5° Toute discussion entre Indiens et colons devait être réglée par un jury composé de douze membres dont six de chaque race.

Signalons deux exemples de l'équité qui présidait aux actes de Penn : 1° Il refusa une offre avantageuse qu'on lui avait faite pour le monopole du commerce avec les Indiens. En échange de ce monopole avec les populations comprises entre les rivières Susquehana et Delaware, certains fondateurs de compagnies lui offraient en 1681 déjà 6.000 livres (plus du tiers de ce qu'il avait payé à Charles pour la province entière), plus de 2 1/2 % de redevances annuelles. Penn, écrivant cela à un ami, dit que ce fut « *une grande tentation* », mais qu'il refusa et il ajoute : « *Ayant reçu ce pays de Dieu malgré de nombreux et grands obstacles, et étant toujours habitué à regarder en Lui en ce qui concerne mes besoins personnels, je ne voudrais ni tromper son amour, ni commettre un acte indigne de la providence, souillant ainsi ce qui a été remis pur entre mes mains.* »

James Claypole, qui devint intéressé pour une large part dans la colonie, confirme cette histoire dans une lettre de la même époque (septembre 1681), et montre que ce n'était là qu'un côté du système de justice appliqué par Penn aux relations entre colons et indigènes : « *On lui a fait des offres magnifiques, (6.000 livres) — qu'il a refusées—pour un monopole de commerce, et pour certaines îles et certains endroits particuliers de grandes sommes d'argent, mais son plan est d'être juste envers tous, et je crois réellement qu'il vise plutôt à la justice, à la pureté de ses actes, et à la propagation de la vérité, qu'à son profit particulier.* » Cette opposition systématique aux monopoles, est d'autant plus remarquable que ceux-ci étaient bien plus en usage au XVII<sup>e</sup> siècle que de nos jours et auraient pu sembler particulièrement excusables chez un homme qui était non seulement gouverneur, mais « *propriétaire absolu* » de sa province.

2° Il avait été convenu pour l'une des premières acquisitions de terrains que fit Penn parmi les Indiens, que la surface achetée s'étendrait aussi loin « *qu'un homme peut aller en trois jours de marche* ».

Selon la tradition, William Penn se mit en route, accompagné de plusieurs de ses amis et d'un certain nombre de chefs indiens, et, au bout d'un jour et demi, il décida qu'il avait assez de terrain pour le moment. On traça donc une ligne à partir d'un certain arbre auquel on était arrivé, et le reste de l'achat fut laissé, comme devant être mesuré plus tard, quand on en aurait besoin pour s'y établir. On raconte qu'ils avaient marché sans hâte, à la façon des Indiens, s'asseyant de temps en temps pour fumer leurs pipes, et pour manger et boire. Le fait est que la distance parcourue était à peine de trente petites lieues. Cinquante ans s'écoulèrent avant qu'on eût besoin de délimiter le reste du terrain, ce qu'on fit aux conditions de l'achat.



Il y avait à ce moment quinze ans que Penn reposait dans le petit cimetière des Amis à Jordans dans le comté de Buckingham, et son système d'équité, vis-à-vis des Indiens semble avoir été en grande partie enterré avec lui.

Le gouverneur d'alors au lieu de faire la marche lui-même, comme Penn, en chargea trois des marcheurs les plus rapides qu'il pût trouver. L'un d'eux, Edouard Marshall, réussit à parcourir une distance de quatre-vingt-six lieues dans le délai d'un jour et demi qui lui était assigné. Les Indiens, comme il était naturel, furent blessés de cette déloyauté ; ce fut la première cause de mécontentement entre eux et les Pennsylvaniens, et l'on rapporte que le premier meurtre d'un blanc commis par eux dans cette province le fût sur ce même terrain qui leur avait été enlevé par fraude, — fraude au point de vue de la morale sinon au point de vue de la loi.

Ce qui précède suffira peut-être à donner une idée de la justice et de la pureté des principes comme de la conduite de Penn, et de l'influence extraordinaire qu'il exerça, par là, sur les Indiens. Cette influence aboutit à la colonisation pacifique de la Pennsylvanie et à une harmonie complète entre les deux populations, harmonie qui dura aussi longtemps que furent observés les principes auxquels elle était due.

Nous ne nous sommes pas arrêtés spécialement sur le côté chrétien du Système de Penn, notre but étant plutôt de montrer, que ce système était pratique, quelle qu'en fût l'inspiration. Penn n'était pas un utopiste ; quoique profondément religieux, il était essentiellement réaliste. Non seulement il vécut en paix avec les indigènes, mais des nouvelles de sa colonie se répandant en Europe, les émigrants accoururent en foule dans cette terre promise. « Rien dans l'histoire de l'humanité, écrit Bancroft, n'approche de la confiance qu'inspiraient ses vertus et

« ses institutions dans leur simplicité. En trois ans, à partir de sa fondation, Philadelphie avait plus prospéré que New-York en un demi-siècle. » C'est pourquoi ce qui se passa en Pennsylvanie n'intéresse pas moins ceux qui se disent hommes d'affaires, hommes pratiques, que ceux pour qui seule « la justice élève les nations ».

Il est d'autant plus facile de croire que la méthode préconisée par Penn pour la fondation et le développement d'un empire était la bonne, qu'il était de beaucoup en avance sur son temps en ce qui concerne d'autres questions politiques et religieuses et que les générations suivantes en sont venues à adopter ses idées dans une grande mesure (1).

Libre au profane qui croit encore en la nécessité d'un déploiement toujours croissant de forces navales et militaires pour le maintien de la puissance politique et économique d'un empire, de sourire lorsque les Quakers et d'autres de sentiments semblables préconisent une méthode opposée ; mais qu'il se rappelle ce fait historique que la puissance pacifique du Christianisme fut un jour assez forte pour s'imposer aux Indiens sauvages de l'Amérique, qu'on la croit ou non capable de s'imposer aux soi-disant chrétiens d'Europe.

---

(1) William Penn publia en 1693, un projet de Société des Nations appelé « Essai sur la Paix présente et future de l'Europe, par l'établissement d'une Diète, d'un Parlement des États d'Europe », qui peut se comparer très favorablement à d'autres projets, peut-être plus connus, qui ont paru aux XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles.